

Révision de la méthodologie d'examen d'un projet d'ouvrage de stockage d'électricité dans les zones non interconnectées

Date de la contribution : 18/06/2024

Introduction

Modalités de transmission du dossier

Question 1 : Les évolutions envisagées relatives aux modalités de transmission du dossier de saisine vous paraissent-elles adaptées ?

Nous sommes favorables à la soumission des dossiers directement à la CRE.

En cas de saisine gré à gré hors guichet simultanée de plusieurs projets non compatibles, notamment en cas de proposition de puissance supérieure au besoin, nous proposons que la CRE suive la même logique que pour les projets de production d'énergie, et délibère sur les projets en fonction de leur ordre de saisine.

Articulation entre les différentes technologies de stockage

Question 2 : Partagez-vous la nécessité de faire évoluer les dispositions relatives à l'articulation des différentes technologies de stockage ?

Les projets de STEP sont par essence plus incertains que les projets de stockage électrochimiques. Les autorisations et dérogations auxquelles sont soumis les projets de STEP (IOTA, ICPE, DEP, loi littorale...) sont difficiles à obtenir et peuvent faire face à de multiples oppositions et recours. Il paraît donc très risqué de réserver la capacité uniquement aux projets de STEP. Un tel fonctionnement pourrait entraîner un besoin de stockage non satisfait sur une durée approchant celle de la durée d'exploitation d'un projet de stockage électrochimique (15 ans).

Par ailleurs, l'horizon d'exploitation (40 ans minimum) dépasse largement celui des projets de stockage électrochimique (15 ans). Ainsi, la pertinence long terme de tels projets n'est pas remise en cause par des projets de stockage électrochimique. La construction de projets de STEP s'envisage sur le long-terme et ne doit donc pas être conditionnée au besoin de stockage immédiat. Entre l'autorisation d'un projet de STEP et sa mise en service, plusieurs années (saisine + instruction CRE, financement, construction), rendant la concurrence avec un projet de batterie électrochimique très courte en comparaison avec la durée d'exploitation des projets de STEP.

Nous sommes donc favorables à une réservation des capacités de stockage pour les STEP à partir de l'autorisation du projet.

Question 3 : Les évolutions envisagées, notamment la possibilité de saisir la CRE hors guichet en gré à gré, la possibilité de réaliser des guichets dédiés aux technologies prioritaires et de réserver un volume lors des autres guichets si les projets ne sont pas prêts, vous paraissent-elles répondre aux difficultés rencontrées ?

Nous souhaitons pouvoir saisir la CRE hors guichet en gré à gré hors conditions d'avancement des autres projets du territoire.

1 . Cette condition subjective nous paraît difficilement applicable, notamment en ce qui concerne la base sur laquelle cet avancement serait évalué par la CRE.

2. Les porteurs présentent leurs projets de stockage à la CRE dès que ceux-ci sont suffisamment matures et ne peuvent pas nécessairement s'adapter à des dates de guichet si ces dernières ne sont pas fixées à l'avance. La clause d'avancement des autres projets implique de tenir la disponibilité du foncier et des autorisations. En l'absence de visibilité sur un guichet, cette condition ne peut s'appliquer sans mettre à mal les projets prêts à saisir à l'instant t.

Documents relatifs aux autorisations administratives

Question 4 : Les exigences relatives aux autorisations administratives envisagées pour les projets de stockage électrochimique (batteries) et plus généralement pour les projets qui ne sont pas soumis à autorisation environnementale vous paraissent-elles adaptées ?

Cela nous paraît pertinent de demander un permis de construire et une déclaration ICPE pour les projets de stockage électrochimique. La CRE évalue ainsi uniquement des projets présentant suffisamment de garantie de faisabilité et permet d'éviter la mise en concurrence avec des projets non aboutis (sans PC).

Question 5 : S'agissant des projets soumis à autorisation environnementale, notamment les projets de STEP, quels documents vous semble-t-il pertinent d'exiger lors de la saisine ?

De même, il nous paraît important que seuls des projets autorisés puissent être considérés lors d'un guichet stockage : PC + AEU, ICPE, IOTA, DEP, et/ou droit d'eau.

Question 6 : Pour ces mêmes projets, à quel stade de développement et état des démarches d'autorisation est-il possible de saisir la CRE avec un dossier de saisine comportant des coûts engageants et justifiés ?

Aux autorisations du projet s'ajoutent une estimation solide de l'assiette d'investissement via l'obtention d'offres fournisseurs, conformément aux dossiers de saisine gré à gré actuels.

Documents relatifs au raccordement

Question 7 : Partagez-vous les constats sur les problématiques rencontrées ? Identifiez-vous d'autres problématiques relatives à l'articulation entre les demandes de raccordement et les guichets stockage ?

Nous partageons ces constats. La saturation des capacités des postes sources peut aussi affecter d'autres projets (non-stockage) sur le territoire.

Question 8 : Le principe général de la solution envisagée à ce stade, consistant à ne faire rentrer en file d'attente que les lauréats du guichet, répond-elle aux difficultés rencontrées ?

Oui, c'est une très bonne mesure qui permet d'éviter l'effet entonnoir à l'approche d'un guichet, générant une surcharge du GRD et de la file d'attente.

Concernant la règle dérogatoire pour les projets hors guichet, nous proposons qu'à partir de l'ouverture d'un guichet de stockage, il ne soit plus possible de déposer une demande de PTF.

Question 9 : Les solutions identifiées relatives à l'estimation du coût de raccordement des différentes combinaisons de projets lors de la phase d'instruction vous paraissent-elles adaptées ?

Nous comprenons la logique de recherche de l'optimum technico-économique que présente cette méthodologie proposée. Néanmoins, nous avons de très fortes réserves sur la possibilité pour le GRD de répondre rapidement à la CRE pour estimer les coûts de raccordement de toutes les combinaisons de projets de stockage dont l'évaluation est décrite dans la méthodologie du 12 janvier 2023. En l'état, cela semble représenter un travail bien plus conséquent que l'émission de PRAC/PTF pour tous les candidats.

Par ailleurs, des délais d'instructions longs, permettant de se convaincre de l'atteinte d'une solution plus optimale desservent in fine l'objectif si la validité des offres fournisseurs expire et que l'assiette d'investissement évaluée en devient caduque. Il est donc nécessaire de simplifier cette méthodologie afin qu'elle reste pragmatique et efficace, qu'elle puisse aboutir à une délibération dans des délais courts permettant de conserver des conditions de projets (assiette d'investissement, conditions de financement) proches de celles de la date de soumission du projet au guichet.

Question 10 : Identifiez-vous d'autres solutions susceptibles de répondre aux problématiques rencontrées ?

Nous n'avons pas identifié de solutions pour le moment.

Dimensionnement des projets de batteries

Question 11 : Partagez-vous les constats sur les problématiques évoquées ?

Nous partageons le constat suivant : « Les hypothèses d'entrée et de fonctionnement de ce modèle ne sont pas publiques, et il n'est donc pas possible pour les porteurs de projet d'évaluer ex ante les surcoûts évités par leur installation, ou de dimensionner au plus juste les caractéristiques techniques des installations en fonction des besoins du système ».

Question 12 : La fixation par la CRE de certaines caractéristiques des installations (rapport énergie / puissance, fourniture d'inertie, durée du contrat et nombre de cycle annuels) vous semble elle opportune ?

Les paramètres cités sont les réalités de 2023. Fixer ces caractéristiques ne nous paraît pas opportun. Cela limiterait la capacité des porteurs de projets d'apporter des solutions supérieures à l'avenir, du fait de l'évolution rapide des technologies de stockage électrochimique.

Il nous paraît nécessaire de bien faire la différence entre GER (renouvellement avec équipements identiques) et revamping (utilisation de la technologie disponible au moment du renouvellement du matériel).

Le revamping ne nous paraît pas opportun. La mise en concurrence d'un projet avec et sans revamping n'est pas pertinente. Un nouveau guichet ou un nouveau gré à gré hors guichet est à réaliser dans le cas d'un changement d'équipement.

Nous n'avons pas d'objections sur les GER.

Question 13 : Les valeurs considérées pour ces différents paramètres vous paraissent-elles adaptées ?

Ce sont effectivement les valeurs garanties par les fournisseurs sur le marché actuel. Quant à leur fixation, nous sommes défavorables (voir question 12).

Question 14 : Identifiez-vous d'autres caractéristiques qui gagneraient à être prescrites et à quelles valeurs le cas échéant ?

Sans avis.

Calendrier des prochains guichets

Question 15 : Avez-vous des remarques sur le calendrier envisagé ?

Il serait bénéfique pour tous les intervenants de figer les calendriers et de s'y tenir rigoureusement afin de garantir une meilleure organisation et efficacité dans la réalisation des projets. En effet, il est notamment compliqué pour les porteurs de projet de tenir les fonciers avec un calendrier fluctuant.

Question 16 : Identifiez-vous des dispositions de la méthodologie non abordées dans la présente consultation qui mériteraient d'être modifiées et pour quelles raisons le cas échéant ?

Nous souhaiterions que soient publiées des informations sur les résultats du guichet Martinique/Réunion afin de pouvoir bénéficier d'un retour d'expérience pour les futurs guichets. Des statistiques, informations sur les souscriptions, freins et blocages rencontrés par les porteurs de projets pourraient permettre d'éviter ces écueils pour les futurs guichets.